

**Demande déposée le 13/05/2024**

**N° DP 03236 24 A0038**

Par :	<b>SAS MARYAN</b>
Demeurant à :	<b>28 Rue Pierre Semard - 03260 Saint-Germain-des-Fossés</b>
Représenté par :	<b>Monsieur DOZORME Boris</b>
Pour :	<b>Extension d'un parc de stationnement d'un ensemble commercial Intermarché</b> <b>Démolition d'une habitation pour une surface de plancher démolie de 146 m2</b>
Sur un terrain sis à :	<b>28 Rue Pierre Semard - 03260 Saint-Germain-des-Fossés</b>
Références cadastrales :	<b>AE0360 AE0361 AE0497 AE0500 AE0552 AE0553</b>

**Nb de places de stationnement : 66**

**Destination : Commerce**

Madame le Maire de SAINT-GERMAIN-DES-FOSSES,

Vu la demande de Déclaration Préalable susvisée ;

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1, L 422-1 et suivants, R 421-1 et suivants ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (révision générale n°1) approuvé par Délibération du Conseil Communautaire de Vichy Communauté le 20/09/2018 et mis à jour le 07/10/2022, le 19/01/2023, le 07/03/2023 et le 06/12/2023 et plus particulièrement les zone UA et UB,

Considérant l'article R 421-19 j) du code de l'urbanisme qui stipule que doivent être précédés de la délivrance d'un permis d'aménager, l'aménagement d'au moins cinquante unités les aires de stationnement ouvertes au public.

Considérant que le projet porte sur une extension d'un parking passant de 34 à 66 places.

Considérant que le projet dépasse le seuil de 50 unités de stationnement.

En conséquence le projet est soumis à permis d'aménager.

**ARRETE**

**ARTICLE UNIQUE :**

La Déclaration Préalable EST REFUSEE pour le projet décrit dans la demande sus visée (cadre 1) et pour les surfaces et indications figurant au cadre 2.

Les travaux ne peuvent être entrepris.



Pour le Maire,  
L'Adjoint délégué.

SAINT-GERMAIN-DES-FOSSES, le **27 MAI 2024**

**Alain MERCIER**

Nota

L'attention du pétitionnaire est attirée sur les pièces manquantes au dossier à savoir :

- Il est porté à votre connaissance vos obligations en matière d'aménagement du parc de stationnement imposées par l'article 40 de la loi du 10 mars 2023 dite loi Aper à savoir : "Les parcs de stationnement extérieurs d'une superficie supérieure à 1 500 mètres carrés sont équipés, sur au moins la moitié de cette superficie, d'ombrières intégrant un procédé de production d'énergies renouvelables sur la totalité de leur partie supérieure assurant l'ombrage".
- Le projet étant impacté par la rubrique 41 de l'annexe à l'article R.122-2 du code de l'environnement, fournir l'étude d'impact ou la décision de dispense d'une telle étude [Art. R. 441-5 1° du code de l'urbanisme]
- L'attestation de l'architecte ou de l'expert agréé certifiant que l'étude impose par le PPRI a été réalisée et que le projet la prend en compte [Art. R. 431-16 e) du code de l'urbanisme]. Annexe 1 du règlement du PPRI

*La présente décision est transmise au Représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.424-7 du Code de l'Urbanisme  
La présente décision est exécutoire à compter de sa réception.*

---

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

---

*- DELAIS ET VOIES DE RECOURS : Le bénéficiaire d'une autorisation d'urbanisme peut saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les permis délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

*Il peut également contester la décision dans le cadre d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la transmission de la décision attaquée et saisir l'une des juridictions administratives compétentes (Tribunal administratif ou Cour Administrative d'Appel) notamment par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*